

Numéros commençant par 080 et 081

**Consultation publique sur le projet de décision relatif aux numéros du plan national de numérotation commençant par 080 et 081
(17 juillet 2009 – 30 septembre 2009)**

Les réponses de l'ACSEL

I. Introduction

I.1. Le plan national de numérotation actuel

I.2. Le constat

Question n°1 : Partagez vous le constat dressé par l'Autorité ?

Le constat fait par l'ACSEL et ses membres, éditeurs et fournisseurs de services, est que le tarif du 081 est le moins cher des SVA. Dès début 2010, la problématique tarifaire principale des numéros 081 ne se posera plus pour les consommateurs puisque la communication depuis un mobile sera facturée au même tarif que depuis un fixe, l'air time étant inclus dans les forfaits.

Nous constatons, comme l'indiquent les statistiques figurant dans la consultation, que cette tranche est utilisée de façon importante et ce, principalement pour deux types de marché : celui des appels par des machines (pour la télésurveillance et la monétique) où les appels sont très courts, et celui de la relation clientèle où les appels sont en moyenne de 3 à 4 minutes.

Il s'agit d'un marché qui se porte bien et répond de façon satisfaisante aux attentes des éditeurs de service et de leurs clients ce qui, de notre point de vue, est l'essentiel.

Nous n'avons plus besoin de notion de « coûts partagés » (de la communication), devenue obsolète depuis que le coût de cette communication a sensiblement baissé et depuis l'apparition des formules au forfait qui ont tendance à se généraliser.

Par contre, le besoin d'un tarif SVA non gratuit et non surtaxé applicable aux numéros 08AB ou 3BPQ est urgent suite aux dernières dispositions légales, les professionnels ayant dû se rabattre vers des numéros non adaptés (numéros géographiques, en 09 ou en libre appel) faute de mieux.

II. Objectifs

II.1. Recréer des tranches de numéros de services à valeur ajoutée non surtaxés : les 080 et 081

II.2. Clarifier la tarification des numéros 080 et 081 depuis les réseaux mobiles

Question n°2 : Que pensez-vous des objectifs poursuivis par l'Autorité concernant les tranches 080 et 081 ?

L'AcseL partage les deux objectifs de l'Autorité en insistant sur l'intérêt de définir, au-delà des numéros non surtaxés, un tarif non gratuit non surtaxé, celui-ci étant ensuite applicable à des tranches ou sous-tranches qui deviennent non surtaxées de ce fait.

II.3. Les autres tranches de numéros SVA

III. Le dispositif proposé : plafonds et calendrier

III.1. Les engagements et propositions de la Fédération Française des Télécoms

III.2. Les évolutions concernant la tranche 080

Question n°3 : Quels commentaires pouvez-vous faire sur les évolutions proposées par l'Autorité concernant les numéros 080 ?

L'AcseL n'a pas de commentaire à faire à ce stade

III.3. Les évolutions concernant la tranche 081

III.3.1. Sur le niveau maximal pour la tranche 081

Question n°4 : Quelle option privilégiez-vous pour l'évolution des numéros 081 ? Quels éléments qualitatifs et quantitatifs pouvez-vous apporter à l'appui de ce choix ?

Nous préférons l'option 2 à l'option 1 parce qu'elle permet la fixation d'un tarif limite « non surtaxé » précis et unique pour toutes les boucles locales et répond ainsi bien aux besoins exprimés.

Pour respecter la nécessité de ne pas remettre en question l'éco-système du 081 actuel, nous préconisons que la mise en place de ce nouveau palier tarifaire se fasse sur des nouveaux blocs en 0810PQ et 0811PQ ou, à défaut, sur une nouvelle tranche en 080x (supérieur à 5).

L'ACSEL est en effet défavorable à l'application de ce tarif aux tranches existantes, compte tenu de l'impact économique négatif sur un marché établi depuis de nombreuses années. Cela obligerait nos membres soit à migrer vers des paliers beaucoup plus élevés, soit à trouver d'autres modes de financement plus coûteux ou plus contraignants. Nous souhaitons donc que le palier actuel, ainsi que les plages de numéros actuels sur lesquelles il est utilisé, soient absolument maintenus, que toute évolution à court terme se fasse par ajout de nouveaux paliers et de nouveaux blocs de numéros et que les éventuelles suppressions se fassent en respectant les temps d'adaptation nécessaires pour éviter des déstabiliser les équilibres économiques existants.

Concernant le palier actuel des 081, nous proposons qu'il soit remplacé à terme par deux paliers pour lesquels l'information tarifaire soit effectivement plus lisible : un palier à l'appel, de 10 centimes, et un palier à la minute, de 5 ou 6 centimes.

Question n°5 : Que pensez-vous de la date du 1^{er} janvier 2011 pour la mise en œuvre du nouveau tarif pour les numéros 081 ?

Dans le contexte envisagé par l'Arcep, nous pensons que c'est beaucoup trop court : il faut permettre aux éditeurs qui ont bâti une économie sur le tarif actuel du 081, soit de migrer vers un autre numéro en gardant ce tarif, soit de revoir leur économie en changeant de tarif. Un délai de trois ans minimum nous semble nécessaire étant donnée la durée des cycles économiques concernés et la complexité technique du marché machine à machine (contrats pouvant aller jusqu'à 5 ans ou plus).

Question n°6 : Souhaitez-vous l'adoption d'une première phase en 2010 ? Estimez-vous nécessaire d'ouvrir des blocs de numéros au nouveau tarif choisi pour les 081 dès 2010 ?

Oui, dans l'hypothèse de la solution préconisée par l'ACSEL et de la création de nouvelles tranches de numéros : cela permet de répondre rapidement aux exigences légales en utilisant des numéros SVA en lieu et place des solutions transitoires actuelles non satisfaisantes (numéros géographiques ou numéros non géographiques en 09).

IV. Une réforme nécessaire dont les impacts sont importants

IV.1. Données quantitatives sur l'usage des numéros 080 et 081

Répartition des volumes 081 (T1 2009)	appels	appels	minutes	minutes	TMC
Opérateurs télécoms	31%	310	33%	825	2,66
B to C	24%	240	31%	775	3,23
Monétique	12%	120	5%	125	1,04
Télesurveillance/Téléalarme	11%	110	2%	50	0,45
Administrations et assimilés	10%	100	15%	375	3,75
Autres et indéterminés	8%	80	7%	175	2,19
Cartes prépayées et téléphonie	2%	20	5%	125	6,25
B to B	2%	20	2%	50	2,50
Total volumes / trimestre (millions)	100%	1 000	100%	2 500	2,50
depuis les mobiles	22%	220	24%	600	2,73
depuis les fixes	78%	780	76%	1 900	2,44

Question n°7 : Disposez-vous d'éléments quantitatifs ou qualitatifs permettant de compléter les données de volumes et d'usages dont dispose l'Autorité sur les tranches concernées ? En particulier, quelles informations récentes pouvez-vous apporter concernant la tranche 081, et notamment sur l'évolution des volumes depuis 2006 ?

Non, les chiffres recueillis par l'Autorité sont bien représentatifs du secteur. Il est notable en particulier que 23 % des appels proviennent de machines (avec un TMC - temps moyen de communication - inférieur à une minute) qui, pour certaines, nécessitent des interventions sur site coûteuses pour reparamétrer les numéros appelés.

IV.2. L'impact de la modification du tarif de la communication depuis les réseaux mobiles

Question n°8 : Avez-vous des commentaires à formuler sur l'impact de la modification du tarif de la communication depuis les réseaux mobiles ?

Nous pensons que c'est l'affaire des opérateurs de boucle locale appelante de gérer l'évolution de leur grille tarifaire

IV.3. L'impact de la modification du tarif de la tranche de numérotation 081

Question n°9 : Disposez-vous d'éléments concernant l'impact d'une modification du tarif de la tranche 081 ? En particulier, quels sont les principaux éléments dont l'Autorité doit tenir compte dans sa décision ?

Si le palier tarifaire des 081 existants devait être modifié, l'impact tarifaire serait très significatif puisqu'il entrainerait une baisse de revenu de l'ordre de 50 % en moyenne pour le secteur, 70% pour la monétique et 85 % pour la télésurveillance (cf. tableau ci-dessous établi à partir des données fournies dans la consultation).

Nous ne pouvons que répéter que ce palier tarifaire correspond à un prix d'équilibre à la satisfaction commune des éditeurs de service et des appelants, clients de ces services, il n'a pas d'équivalent proche en valeur, il est donc indispensable de le maintenir pour sauvegarder l'économie du secteur et sur les tranches actuelles pour éviter des frais de migration additionnels significatifs.

Répartition des volumes 081 (T1 2009)	appels	appels	minutes	minutes	TMC	CA tarif actuel (7,8 c€/appel + 2,8 c€/min)	CA tarif option 2 (3 c€/min)	Ecart	Ecart %
Opérateurs télécoms	31%	310	33%	825	2,66	47,280	24,750	-22,530	-48%
B to C	24%	240	31%	775	3,23	40,420	23,250	-17,170	-42%
Monétique	12%	120	5%	125	1,04	12,860	3,750	- 9,110	-71%
Télésurveillance/Tél éalarme	11%	110	2%	50	0,45	9,980	1,500	- 8,480	-85%
Administrations et assimilés	10%	100	15%	375	3,75	18,300	11,250	- 7,050	-39%
Autres et indéterminés	8%	80	7%	175	2,19	11,140	5,250	- 5,890	-53%
Cartes prépayées et téléphonie	2%	20	5%	125	6,25	5,060	3,750	- 1,310	-26%
B to B	2%	20	2%	50	2,5	2,960	1,500	- 1,460	-49%
Total / trimestre (Millions)	100%	1 000	100%	2 500	2,5	148,000	75,000	-73,000	-49%
depuis les mobiles	22%	220	24%	600	2,73	33,960	18,000	-15,960	-47%
depuis les fixes	78%	780	76%	1 900	2,44	114,040	57,000	-57,040	-50%

Synthèse des propositions de l'ACSEL

Objectif à trois ans :

- fin de la migration des services dont l'économie est basée sur des appels courts vers la tranche à 0,10 €/appel;
- évolution de la tarification de la tranche 081 vers une facturation à la minute de 5 ou 6 centimes.

Mesures à court terme (début 2010) :

- création d'un tarif à 0,10 €/appel et d'une nouvelle tranche correspondante permettant d'initier au plus tôt la migration progressive des services en 081 dont l'économie est basée sur des appels courts, comme le marché des appels de machine à machine;
- amélioration de la communication : abandon de la notion de « communication locale » au profit d'une tarification à la minute ou à l'appel.
- déclaration non surtaxée de la tranche 081 ou création d'un tarif à 0,03 €/minute non surtaxé et d'une nouvelle tranche correspondante pour répondre aux contraintes des lois Chatel et de la LME.

Comme elle l'a toujours exprimé, l'ACSEL souhaite que ces nouvelles mesures soient éclairées par un cadre déontologique permettant de déterminer quel type de service est ou non éligible à telle ou telle offre de numérotation et son tarif associé.